

Principaux messages

Édition de mai 2025 des Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale

Chapitre 1 : se frayer un chemin dans le brouillard

Moyen-Orient et Afrique du Nord : *détérioration des perspectives de croissance dans un contexte d'incertitude accrue à l'échelle mondiale*

- La montée des tensions commerciales et l'incertitude exceptionnelle entourant les politiques publiques à l'échelle mondiale s'ajoutent aux retombées des conflits et à la prolongation de la réduction de la production pétrolière, et **dégradent les perspectives de croissance de la région**.
- En 2024, la croissance moyenne dans la région MOAN **a ralenti à 1,8 %** (contre 2,1 % en 2023), freinée par les conflits persistants et la prolongation de la réduction volontaire de la production pétrolière.
- La croissance devrait toujours s'accélérer en 2025 et 2026, mais à un **rythme nettement inférieur** à celui prévu en octobre.
- La hausse des droits de douane ne devrait avoir qu'une faible incidence directe sur les pays de la région MOAN, compte tenu des exonérations dont bénéficient les hydrocarbures et de la faible part des biens hors hydrocarbures dans leurs exportations vers les États-Unis. Les répercussions indirectes pourraient toutefois être plus importantes, car la baisse de la demande mondiale ralentira les envois de fonds et les apports liés au tourisme, le resserrement des conditions financières accentuera les pressions financières sur les pays fortement endettés, l'incertitude commerciale affaiblira la confiance intérieure et les investissements, et la baisse des cours du pétrole freinera l'activité dans les pays exportateurs, même si elle pourrait être favorable aux pays importateurs.
- Nous avons revu à la baisse nos projections de croissance pour ces deux années, de 4 % à **2,6 % pour 2025** et de 4,2 % à **3,4 % pour 2026**, afin de tenir compte des répercussions des tensions commerciales mondiales et de la forte incertitude qui règne à l'échelle internationale, d'une reprise plus progressive de la production pétrolière, des effets persistants des conflits dans la région et de la lenteur des progrès réalisés dans la mise en œuvre de réformes structurelles dans certains pays.
- L'inflation devrait continuer de diminuer et rester élevée seulement dans quelques cas.

Pays exportateurs de pétrole de la région MOAN

- La croissance des pays exportateurs de pétrole de la région MOAN est restée stable à 2,2 % en 2024, mais avec des différences notables entre les pays membres du CCG et les pays non membres. Dans les pays membres du CCG, la vigueur de l'activité non pétrolière liée aux efforts de diversification a contribué à compenser les effets négatifs de la prolongation de la réduction de la production décidée par l'OPEP+, alors qu'un effet tampon similaire n'a pas été observé dans les pays exportateurs non membres du CCG.
- La croissance devrait atteindre 2,3 % en 2025 et 3,1 % en 2026, mais là encore avec un écart significatif entre les pays exportateurs de pétrole membres du CCG et les autres pays exportateurs. La poursuite de la forte expansion du secteur non pétrolier devrait stimuler la croissance dans les pays membres du CCG. En revanche, les pays exportateurs de pétrole

non membres du CCG devraient afficher une croissance plus faible en raison des sanctions, de la baisse des cours du pétrole, des contraintes de capacité et du désengagement budgétaire.

- La baisse des prix du pétrole devrait réduire les marges de manœuvre budgétaires et extérieures (la position extérieure des pays non membres du CCG devenant déficitaire).

Pays importateurs de pétrole de la région MOAN

- La croissance dans les pays importateurs de pétrole de la région MOAN a ralenti à 1,1 % en 2024, contre 2,1 % en 2023, sous l'effet des répercussions directes et indirectes des conflits.
- **Les conflits ont eu de graves répercussions en 2024** : les pays directement touchés par un conflit (Liban, Soudan, Cisjordanie et Gaza, et Yémen) ont enregistré environ 15 % de pertes cumulées du PIB. La hausse de la croissance attendue en 2025 s'explique principalement par une atténuation des effets négatifs des conflits.
- L'Égypte et la Jordanie ont ressenti les répercussions du conflit entre Gaza et Israël en 2024 sur les échanges commerciaux et le tourisme. Une modeste reprise de la croissance est attendue en 2025, même si les difficultés persisteront tant que le conflit durera.
- D'autres pays de la région MOAN ont été épargnés par les conflits et devraient connaître une accélération de leur croissance, soutenue par le raffermissement de la demande et la mise en œuvre de réformes structurelles.

Caucase et Asie centrale : *une activité économique plus robuste que prévu, mais qui devrait ralentir à l'avenir*

- La croissance en 2024 a atteint 5,4 %, dépassant les prévisions (+1 point de pourcentage par rapport à octobre), portée par des retombées plus importantes que prévu liées à la guerre menée par la Russie en Ukraine et par des investissements dans les infrastructures. Toutefois, la croissance ralentira en 2025 (4,9 %, +0,4 point de pourcentage) et à moyen terme, en raison de l'affaiblissement de la demande mondiale, d'un ralentissement de la croissance de la production d'hydrocarbures et de la normalisation progressive des retombées liées à la guerre en Ukraine.
- La demande intérieure, qui reste forte, devrait entraîner une hausse de l'inflation dans la plupart des pays en 2025, celle-ci restant supérieure à l'objectif dans quelques cas, avant de s'atténuer progressivement à partir de 2026.

Principaux risques

- **Incertitude mondiale** : l'accentuation de l'incertitude à l'échelle mondiale et les perturbations affectant le commerce pourraient freiner la demande extérieure, éroder la confiance des investisseurs et resserrer les conditions financières au-delà de nos prévisions. Si la recrudescence de l'incertitude observée début 2025 se poursuivait, la production pourrait chuter de 4,5 % par rapport à sa tendance initiale pour le pays moyen des régions MOAN et CAC après deux ans (chapitre 2). La baisse des cours du pétrole pourrait donner un peu de répit aux pays importateurs de pétrole, mais réduire encore les marges de manœuvre budgétaires et extérieures de certains pays exportateurs. La réduction de l'aide publique au développement pourrait aggraver l'insécurité alimentaire et la situation humanitaire dans les pays fragiles et touchés par des conflits, à un moment où les besoins sont importants pour la reconstruction après les conflits.

- **Vulnérabilités régionales** : l'intensification des conflits, les phénomènes climatiques extrêmes et la mise en œuvre plus lente que prévu des réformes structurelles font peser des risques sur les perspectives de croissance.

Principales recommandations de politique générale

- Alors que les incertitudes s'accroissent à l'échelle mondiale, **les pouvoirs publics devraient en premier lieu s'attacher à reconstituer les marges de manœuvre budgétaires et extérieures** afin de se prémunir contre des scénarios défavorables extrêmes.
 - **Politique budgétaire** : dans les pays qui ne disposent pas de marge de manœuvre budgétaire, un rééquilibrage convenablement calibré des finances publiques permettrait de réduire les déficits et de reconstituer les marges de manœuvre nécessaires pour faire face à de futurs chocs. Si des chocs se matérialisaient, les pays devraient définir les dépenses prioritaires pour accorder des appuis budgétaires bien ciblés.
 - **Politique monétaire et politique financière** : les pays subissant des pressions inflationnistes devraient maintenir une politique monétaire prudente jusqu'à ce que les anticipations d'inflation soient solidement ancrées. Il convient de maintenir ou reconstituer des niveaux suffisants de réserves internationales et, lorsque les taux de change sont flexibles, de les laisser amortir les chocs. Les risques pour la stabilité financière devraient être réduits à l'aide d'outils macroprudentiels et de cadres réglementaires plus solides.
- **Renforcer les cadres institutionnels budgétaire et monétaire** peut améliorer la crédibilité et la prévisibilité de l'action publique, de sorte que les mesures prises soient plus efficaces à court terme.
- **Poursuivre la diversification des échanges** et l'intégration commerciale interrégionale pourrait aider à réduire l'exposition aux chocs liés à l'incertitude mondiale et régionale et offrir plus de possibilités de partage des risques.
- **Accélérer les réformes structurelles** dans les domaines de la gouvernance, de l'éducation et de la transformation numérique permettrait d'améliorer la compétitivité à l'international, d'attirer les investissements directs étrangers et de contribuer au développement d'un secteur privé dynamique, ce qui renforcerait le potentiel de croissance à long terme et la création d'emplois.
- **Rechercher de nouveaux modes de coopération et de coordination internationales**, y compris auprès de bailleurs de fonds non traditionnels, aiderait les pays qui ont d'importants besoins de financement pour la reconstruction et l'aide humanitaire, compte tenu de la baisse des financements extérieurs (y compris de l'aide internationale).

Soutien du FMI

- Plus de 49 milliards de dollars de financement du FMI aux pays de la région MOAN, au Pakistan et à la région CAC depuis début 2020 ; plus de 14,8 milliards de dollars depuis début 2024.
- Plus de 360 projets d'assistance technique et de développement des capacités dans 31 pays, pour un montant total de 32,6 millions de dollars au cours de l'exercice 2023/24.

Chapitre 2 : Surmonter les aléas : l'atout de la résilience face à une incertitude grandissante

- **L'incertitude mondiale s'est accrue au cours des dernières décennies** : l'évolution récente de la situation a déclenché une nouvelle flambée de l'incertitude mondiale qui frôle les sommets atteints au début de la pandémie de COVID-19.
- **Au niveau des pays, les facteurs mondiaux et régionaux expliquent en grande partie les pics d'incertitude.** Les facteurs propres à chaque pays contribuent aussi fortement à l'incertitude intérieure dans les régions MOAN et CAC. Ces facteurs spécifiques comprennent les chocs liés à l'instabilité politique, aux conflits, au climat et aux épidémies.
 - **Principale conclusion** : les facteurs régionaux communs constituent des sources d'incertitude particulièrement importantes dans la région CAC et dans les pays membres du CCG.
 - **Principale conclusion** : dans la région MOAN, les chocs liés aux conflits ont une incidence notable sur la variation de l'incertitude intérieure.
- **L'incertitude a des répercussions économiques négatives considérables et durables** : en freinant la consommation et l'investissement, une hausse persistante de l'incertitude fait reculer l'activité économique en dessous de la tendance observée avant le choc.
 - **Principale conclusion** : pour le pays moyen des régions MOAN et CAC, un **choc** typique lié à l'incertitude mondiale entraîne des *pertes de production réelle* d'environ **2,5 % deux ans après le choc**. Si la flambée de l'incertitude observée début 2025 devait persister, *la perte de production réelle pourrait atteindre 4,5 % après deux ans*.
 - **Principale conclusion** : pour le pays moyen des régions MOAN et CAC, un **choc** typique lié à l'incertitude intérieure entraîne des *pertes de production réelle* d'environ **0,7 % deux ans après le choc**, soit *environ deux fois plus* que les effets négatifs observés dans le pays moyen des autres régions. Cela tient en partie à des vulnérabilités macroéconomiques préexistantes plus marquées, notamment une dette publique élevée et des institutions fragiles, qui amplifient ces effets négatifs.
- **Les décideurs peuvent accroître la résilience de l'économie aux chocs liés à l'incertitude par le renforcement des marges de manœuvre et par l'amélioration des politiques macroéconomiques et des cadres institutionnels.** Les vulnérabilités macroéconomiques préexistantes (notamment un endettement élevé et la faiblesse des institutions) amplifient les effets négatifs de l'incertitude.
 - Il convient d'accorder une plus grande importance aux mesures visant à renforcer les positions budgétaires et à accumuler des réserves internationales afin de mieux contrer les chocs défavorables.
 - Le renforcement des cadres macroéconomiques (budgétaires et monétaires) et l'amélioration de la gouvernance et des institutions afin de renforcer la crédibilité et la prévisibilité de l'action publique peuvent favoriser la confiance et instaurer un environnement plus stable et plus prévisible et atténuer ainsi les effets de l'incertitude.
 - Pour réduire efficacement les effets des chocs liés aux conflits, au changement climatique et aux crises sanitaires, les pays devraient axer leurs efforts sur la préparation en

renforçant la sécurité, en mettant en œuvre des stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, et en améliorant leurs systèmes de santé.